Dimanche 30 juin 2013

Faites votre choix!

Voilà les places officielles cette fois. Vous pourrez constater que nous ne nous étions pas trop trompés. Petite précision tout de même, **la place de Calvi est en fait une place à l'Ile Rousse**. L'information peut être confirmée par le commandant de Bastia.

La personne qui sera affectée là bas officiera bien dans les ports de Calvi et L'ile Rousse mais **sa résidence administrative sera L'ile Rousse**, n'hésitez pas à contacter la capitainerie de Bastia ou de l'Ile Rousse pour de plus amples informations.

Les courriers à suivre.

* [Courrier aux candidats](#)

* [Liste des postes](#)

* [Fiche de vœux corrigée](#)

Je vous rappelle que vous devez placer les 15 places obligatoirement.

Vous devez également transmettre cette fiche au ministère avant le 16 juillet. L'adresse est dans le courrier aux candidats et sur la fiche de vœux.

N'hésitez pas à contacter les capitaineries pour connaître les conditions d'accueil et faire votre choix.

Eric

Mardi 25 juin 2013

Places concours lieutenants 2013

Voilà les places qui devraient être officialisées par le ministère dans les jours à venir.

Les places ci dessous sont celles qui ont été validées par la DGITM et transmises à la DRH le 13 juin dernier.

4 Calais
2 Boulogne sur mer plus un emploi réservé
2 Dieppe
1 Rouen
2 Le Havre
1 Mayotte
1 Calvi
1 Propriano
1 Porto Vecchio

Les courriers devraient vous parvenir vers le 20 juillet (sic). La question étant qui de MGS3 ou de RM3 devait prendre les choses en main.

Et bien ils se partagent le travail. RM3 jusqu'au 20 juillet puis MGS3 à compter du 20 quand "mister Luc" rentrera de congés.

Bienvenue au club, pendant ce temps là vous avez le droit d'attendre!

Alors nous on les diffuse quand même!

Eric

Dimanche 23 juin 2013

IHTS ou Indemnité Horaire pour Travaux Supplémentaires

Voilà bientôt deux ans que nous attendions ce projet d'arrêté IHTS. Il est enfin prêt et vient confirmer l'intégration des lieutenants dans cet arrêté.

* [Projet d'arrêté IHTS version 20 juin 2013](#)

Ce projet sera présenté aux OS entre le 25 juin et le 3 juillet. Il devrait être signé d'ici quelques mois. En rêvant un peu, une entrée en vigueur à l'automne serait une bonne nouvelle.

Toujours est-il que son entrée en vigueur sera une très bonne chose pour les ports qui font plus d'heures qu'il ne faut, et là je pense très clairement à Mayotte et à certains petits ports que je ne citerais pas pour ne pas en oublier.

Je précise que seuls les catégories B et C de la fonction publique peuvent bénéficier de cette IHTS.

Nous vous informerons du calendrier à l'issue de la réunion FO/AC qui se déroulera le 27 juin.

Je vous invite à relire également [le compte rendu de la réunion du 17 juin 2011 sur le sujet](#).

Eric

Mercredi 19 juin 2013

Revalorisation Statutaire

Vous trouverez ci dessous la déclaration et le compte rendu SNOP FO du CTM qui s'est déroulé hier, mardi 18 juin 2013.

Les textes présentés concernant la revalorisation indiciaire ont été adoptés. Vous retrouverez le détail des votes dans les comptes rendus.

* [Déclaration de Force Ouvrière au CTM du 18 juin 2013](#)

* [Compte rendu SNOP FO du CTM du 18 juin 2013](#)

* [Compte rendu de la FEETS FO](#)

Eric

Lundi 10 juin 2013

Petites news du dimanche 9 juin 2013

Vous trouverez ci dessous le compte rendu détaillé de la CAP des capitaines qui s'est déroulée le 22 mai 2013.

* [CR CAP officier de Port du 22 mai 2013](#)

La situation de la Guadeloupe n'étant toujours pas claire, nous sommes actuellement dans l'incapacité de vous donner une date de décision concernant les postes de commandants des ports de Guadeloupe et de la Martinique.

Le TA de Guadeloupe a rejeté le référé en suspension formulé par Damien Houssin. Le TA statuera sur le fond concernant la requête en annulation dans les mois à venir. Concernant la requête en suspension, Damien annonce faire appel auprès du Conseil d'Etat le TA n'ayant pas motivé son avis.

Le compte rendu de la CAP des Lieutenants vous sera communiqué d'ici la fin du mois, de nombreuses réunions étant programmées dans les deux semaines à venir.

Un groupe de travail est programmé mardi 11 juin sur le dossier indiciaire, ce qui permettra de rédiger les amendements aux textes pour le prochain CTM.

Le CTM est programmé le jeudi 18 juin et l'ordre du jour mis en ligne sur le site. Le dossier de revalorisation statutaire des lieutenants de port est placé en premier point. Christian Clerc-Dumartin et Alain Brisson sont désignés comme experts par la FEETS pour ce CTM et je serai titulaire ce jour là pour défendre et finaliser ce dossier. Une nouvelle mouture des textes nous est parvenue cette semaine. Certains articles ont été simplifiés afin d'éviter tout risque avec le Conseil d'Etat.

Merci aux Brestoises pour leur accueil vendredi dernier. J'ai été heureux de revoir certains de mes anciens copains de Muru et ai pu souhaiter de vives voix, une bonne retraite à notre camarade Jean-Jacques Lebrun qui prendra congé de ses fonctions début août.

Eric

Mardi 4 juin 2013

CTM du 18 juin 2013

La revalorisation statutaire des officiers de port adjoints sera bel et bien à l'ordre du jour du prochain Comité Technique Ministériel qui se déroulera le jeudi 18 juin 2013.

Un groupe d'échange aura également lieu le 11 juin pour finaliser certains des points de désaccord apparus le 28 mai dernier. Voir article précédent.

Vous trouverez ci dessous l'ordre du jour du CTM.

[* Ordre du jour CTM du 18 juin 2013](#)

Les différents textes prendront ensuite le circuit des signatures ministérielles et de la validation au Conseil d'Etat avant parution au Journal Officiel, normalement en août prochain.

Eric

Lundi 3 juin 2013

Petites news de début juin

Indiciaire

Un groupe d'échange a eu lieu le mardi 28 mai de 1000 à 1330, heure à laquelle nous avons quitté la salle en raison de la CAP Lieutenants qui commençait à 1430.

Le groupe d'échange est une réunion rassemblant les fédérations siégeant au CTM et qui permet la communication des derniers dossiers afin que les fédérations puissent ensuite rédiger leurs amendements avant la tenue du CTM. A l'ouverture de ce GE, l'AC nous annonça que la DGAFP a fait parvenir tardivement, le vendredi 24 mai au soir, les modifications qu'elle souhaitait voir apporter aux différents textes que nous présentait l'AC. Cette dernière n'ayant pas eu le temps de nous les transmettre pour étude.

Là plusieurs points de « contacts » sont apparus. La DGAFP ne sachant très clairement pas compter, corrigeait la grille de première classe, cette correction amenant à une augmentation de deux ans de déroulement de carrière, soit 27 ans au lieu de 25. Nous ne pouvions pas laisser passer ça.

Ensuite la DGAFP imposait la possibilité d'accueillir au sein du corps, des agents en détachement. Je rappelle que c'est déjà le cas avec les militaires sous statuts L 4139.3.

L'AC restreignant cet accès par l'obligation d'avoir fait 3 ans de navigation, nous avons demandé d'ajouter également les titres et brevets nécessaires au passage du concours.

Pourquoi ? Parce que tout agent en détachement est en droit de demander son intégration par la suite (ce qui est également le cas de nos jours dois-je ici le rappeler).

L'AC « coince » sur cet ajout des titres pensant que cette restriction ne passera pas devant le Conseil d'Etat. Nous avons depuis, trouvé un autre corps de la fonction publique qui a également ce genre de restrictions mais transposées en droit et validées par le Conseil d'Etat.

Nous avons donc informé l'AC de cette existence qui permettra de limiter le détachement au corps, d'agents ayant l'expérience ou les titres pour faire notre métier.
Autre point d'achoppement : Le titre « Lieutenant de port de classe exceptionnelle » ne convenait pas à la DGAFP et ils le transformaient en « agent chargé de la police portuaire ».
Ce terme n'étant accepté ni par le ministère ni par nous, la DRH nous demandait de trouver un autre nom. Immédiatement. Et ça, à l'arrache, cela ne nous satisfaisait pas.

La proposition de l'AC est « cadre de capitainerie » et après réflexion, pourquoi pas.
Ce n'est pas le titre d'un décret qui va bloquer ce dossier !

Autre point d'achoppement, et non des moindres, l'opposition des fédérations UNSA, CFDT et CGT à ce dossier. Pourquoi ? Avant même le début de la réunion, le SG de la fédération UNSA m'a prévenu qu'il ne voterait pas ce texte. Vous devez savoir que ces deux premières fédérations ont signé le NES B il y a quelques années. Force Ouvrière ne l'a pas signé.

La mise en place du NES B a fait perdre à plus de 7500 techniciens supérieurs du ministère leurs emplois fonctionnels et aujourd'hui ils voient un des plus petits corps de ce ministère, passer d'un grade à deux grades plus un emploi fonctionnel.

C'est politique et explosif pour eux car ils n'ont pas su sauver cela pour les TS.

La CGT quand à elle, représentée par un agent du futur CEREMA (futur ex CETMEF, CETRA et CETRU et j'en oublie) et par une permanente de la fédération équipement, **s'oppose au texte car elle réclame le passage en catégorie A.**

Dernier point d'après discussions, l'article 3 du futur décret qui ré écrivait la loi en stipulant :
« Les officiers de ports adjoint secondent les officiers de port dans l'exercice de leurs fonctions et, s'il est nécessaire, les suppléent ».

Le décret n°70-832 du 3 septembre 1970 consolidée au 11 octobre 2009 précisait également :

« Ils exercent, concurremment avec les officiers de port, les attributions conférées à ces derniers, notamment par le code des ports maritimes.

Ils peuvent également, dans les ports autres que les ports autonomes et les grands ports maritimes, assumer la mission de commandant de port. »

Et ce nouvel article 3 rayait ces deux dernières phrases. Si la DGAFP cite un décret, en particulier le n°2009-1198 du 8 octobre 2009 art-1 qu'elle le cite entièrement et non à moitié.

Pour finir sur ce dossier, le calendrier. La règle au ministère est que les membres du CTM reçoivent les documents 15 jours avant la commission, soit le lundi 3 juin pour un passage le 18 juin. Or les textes doivent encore faire un aller retour à la DGAFP d'ici lundi. A cela ajoutez le groupe d'échange qui a été ajouté le 11 juin pour la validation des derniers changements. Vous comprendrez qu'il a fallu marteler que le calendrier devait être tenu afin d'éviter, comme le souhaite certains, que ce dossier tombe aux oubliettes.

Le conseiller social du ministre des Transports, que le SNOF FO a contacté par écrit mercredi 29 en fin d'après midi, répondait peu après 20h00:

" Je ne connais qu'une référence: notre accord qui vous a été adressé du cabinet même de la Fonction Publique. Soyez assuré de ma volonté de faire respecter le relevé de décision de nos discussions".

Jeudi matin, quelques minutes avant le CTM, François Cazotte, nouveau DRH du ministère, nous assurait qu'il respecterait le protocole signé par le Directeur de Cabinet du ministre dans la nuit du 28 mars 2013. Ronald Davies, DRH Adjoint précisa même:

" Le problème est le calendrier contraint et la transposition en droit du protocole signé. Mais nous tiendrons nos engagements".

Concernant ce dossier vous trouverez en pièces jointes, [la déclaration de la FEETS \(ici\)](#) en ouverture du CTM et la réponse du Secrétaire Général du ministère dans [le compte rendu de la FEETS \(ici\)](#).

Guadeloupe

Comme vous avez pu l'apprendre par certains médias, le Conseil des Prud'hommes de Guadeloupe a condamné en première instance la GPM Guadeloupe.

Le conseil des Prud'hommes :

- **DÉCLARE** que le Conseil de Prud'hommes est compétent pour trancher ce litige qui oppose Monsieur Damien HOUSSIN à son employeur le Port Autonome de la Guadeloupe.

- **ORDONNE** au Port Autonome de la Guadeloupe de rétablir le commandant Damien HOUSSIN dans l'intégralité de ses droits notamment en mettant à sa disposition, son logement de fonction, et ce sous astreinte de 250 € par jour de retard à compter de la réception du jugement.
- **CONDAMNE** le Port Autonome de la Guadeloupe à régler à Monsieur Damien HOUSSIN la somme de 33 574.00€ correspondant au montant cumulé de ses loyers payés depuis son arrivée, somme à parfaire à compter de l'obtention de son logement de fonction.
- **CONDAMNE** le Port Autonome de la Guadeloupe à régler à Monsieur Damien HOUSSIN les arriérés de sa prime de poste pour un montant de 17 690.00€
- **CONDAMNE** le Port Autonome de la Guadeloupe à régulariser à Monsieur Damien HOUSSIN sa prime d'ancienneté pour la somme de 20 510.25 € et DIT qu'elle s'appliquera sur son traitement brut au taux de 10%.
- **DIT** que la note du 31 Mai 2012 ne s'applique pas à Monsieur Damien HOUSSIN.
- **DÉBOUTE** Monsieur Damien HOUSSIN de sa demande de congés correspondant à 7 jours, parce que non justifiée.
- **ORDONNE** au Port Autonome de la Guadeloupe de rétablir de 9 jours le compte épargne temps de Monsieur Damien HOUSSIN.
- **ORDONNE** au Port Autonome de la Guadeloupe de mettre à la disposition de Monsieur Damien HOUSSIN les billets d'avion pour le reste de sa famille et ce pour le trajet Guadeloupe, Métropole Guadeloupe pour l'année 2012 et suivants.
- **ORDONNE** au Port Autonome de la Guadeloupe, en la personne de son Directeur, de cesser et faire cesser le harcèlement moral sur la personne du commandant, Monsieur Damien HOUSSIN, et de le rétablir dans sa fonction et dans ses droits.
- **CONDAMNE** le Port Autonome de la Guadeloupe à régler à Monsieur Damien HOUSSIN la somme de 150 000 € pour préjudice moral.
- **CONDAMNE** le Port Autonome de la Guadeloupe à payer à Monsieur Damien HOUSSIN la somme de 3 000 € au titre de l'article 700 du Code de Procédure Civile.
- **ORDONNE** l'exécution provisoire totale du présent jugement.
- **DIT** que les rémunérations et indemnités mentionnées à l'article R 1454 - 14 du Code du Travail, dans la limite de neuf mois de salaires calculés sur la moyenne des trois derniers mois de salaire sont de droit exécutoire en application de l'article R 1454 - 28 du Code du Travail, la moyenne des trois derniers mois de salaires s'élevant à 6400,72 €.

Le GPM Guadeloupe dit vouloir faire appel.

CAP Capitaines

Il ressort de tout cela que les deux places de commandants de Martinique et Guadeloupe n'ont toujours pas été attribuées, Damien Houssin ayant saisi le T.A en référé pour suspendre et annuler sa réintégration au ministère. Courant juin, les deux places devraient être publiées à nouveau. Les postulants aux postes seront reçus par les DG à Paris pour émettre leurs avis et classements.

Dès connaissance de la publication, nous vous en informerons par les canaux habituels.

Eric